

LA PRISE DE POSITION DU KOMINTERNÉ ET DU PCTCH SUR LA QUESTION DES ALLEMANDS DES SUDETES

Rudolf Hilf

A la fin de la deuxième guerre mondiale le parti communiste de la Tchécoslovaquie opta pour l'expulsion de tous les Allemands des pays de la Bohême. Cependant, à l'origine, la politique du PC tchécoslovaque aussi bien que celle du Komintern, vis à vis des Allemands des Sudètes avait été toute différente. Dans la première République Tchécoslovaque, le PC était le seul parti dans lequel toutes les nationalités étaient réunies. Les Allemands des Sudètes de gauche à Reichenberg avec Karl Kreibich, avaient contribué de façon décisive à la fondation du parti. Kreibich visait à une action commune des Tchèques et des Allemands, à partir de la solidarité de classe. Le groupe tchèque du parti mené par Šmeral ne suivit ce chemin qu'en hésitant, car celui-ci croyait qu'il faut tenir compte des masses ouvrières tchèques nationalistes.

Le PCTch se trouva dans une situation scabreuse, quand l'Union Soviétique, qui jusqu'en 1933 attendit la révolution en Allemagne, lui prescrivit de prendre la défense du droit des Allemands des Sudètes à l'autodétermination, „jusqu'à la séparation de l'État“. Une telle politique aurait signifié pour les communistes tchèques le danger de perdre une grande partie de leurs adhérents, tandis que les Allemands des Sudètes communistes, en tant que dogmatiques de gauche, n'étaient pas aptes à pouvoir défendre une telle politique nationale avec succès vis à vis de leurs compatriotes. Le Komintern exhorta plusieurs fois aussi bien les communistes tchèques que les allemands à ne pas seulement suivre cette politique du bout des lèvres, mais à s'engager effectivement pour l'autodétermination des Allemands des Sudètes. Quand, au début des années 30, la fraction staliniste avec Gottwald prit la direction du parti, celui-ci défendit sans équivoque le droit à l'autodétermination des Allemands des Sudètes.

Avec la prise du pouvoir par Hitler débuta aussi une nouvelle politique soviétique en Europe Centrale. C'était dès lors l'état tchécoslovaque tout entier qui devenait important pour Moscou, et le PCTch changeait de même sa politique vis à vis des Allemands des Sudètes. Il défendit bien sûr toujours

l'égalité entre les Allemands et le peuple tchèque, mais en insistant sur l'intégrité de l'état et la défense de ses frontières.

Le PCTch qui, durant de longues années, avait traité le „Tchécoslovaquisme“ d' „Impérialisme“, et la première République de „geôle de peuples pire que l'Autriche-Hongrie“, devenait ainsi un défenseur de l'état. L'accord de Munich de 1938 donna au PCTch la grande chance de se présenter au peuple tchèque comme le seul garant sûr de l'indépendance nationale.

La prise du pouvoir par les communistes après la deuxième guerre mondiale s'aida beaucoup du prestige que les communistes tchèques s'étaient acquis à l'époque de Munich. Le PC tchécoslovaque devint ainsi un parti nationaliste tchèque et orienta en conséquence son attitude vis à vis des Allemands des Sudètes. Malgré cela l'expulsion des Allemands ne doit pas être attribuée en premier lieu à la politique du PC ou à celle de Moscou.

Les Allemands des pays de la Bohême sont la victime des luttes de puissance internes entre les socialistes nationaux tchèques partisans de Beneš et les communistes. Les projets d'expulsion, produits du revanchisme et du racisme, sont issus de Beneš. Les communistes ne voulaient pas rester en arrière, afin de ne pas perdre leur influence sur les excités. Ils ne se contentèrent pas s'adapter à cette politique, ils la dépassèrent afin de pouvoir plus facilement introduire le bouleversement du régime de propriété.